

Pour un retour à l'éthique en politique

Joëlle Garriaud-Maylam
Réforme ; 2 juin 2011

-

Au-delà des affaires de mœurs dont sont accusés Dominique Strauss-Kahn et Georges Tron, s'impose l'impérieuse nécessité de définir des règles d'éthique. Oui, la principale victime de ces tristes affaires est bien notre pays. Alors que nous avons fait de la gouvernance mondiale en matière économique, sociale et environnementale l'une des cinq priorités de notre présidence du G8 et du G20, c'est une image négative de la classe politique française et de nos médias, frisant la caricature, qui s'inscrit dans l'inconscient collectif des autres nations. Et les Français, qui passent pour être arrogants, sont aujourd'hui tellement perdus qu'une majorité d'entre eux privilégieraient la thèse du complot !

Si l'on veut, au delà de ces deux affaires qui vont maintenant suivre leur cours judiciaire, tirer des leçons de ces bien tristes histoires, il nous faut reconnaître quelques faits.

Pour nos concitoyens, reconnaître d'abord que les interrogations suscitées à l'étranger par notre façon, bien française, de commenter l'événement, et de nous apitoyer moins sur la victime que sur le coupable présumé ne sont pas toutes motivées par un certain appétence pour le *french bashing* : elles témoignent aussi d'un malaise face à un crime qui semble d'autant plus grave qu'il s'est commis en forme d'abus de pouvoir, droit de cuissage des temps modernes.

Pour nous, responsables politiques, reconnaître qu'au delà des dérives condamnables d'une certaine presse anglo-saxonne, nous sommes en réalité interpellés sur des questions fondamentales, qui dépassent les clivages politiques, et qu'il est de notre devoir d'y répondre.

Des questions liées à la dignité des femmes, des questions qui renvoient à la façon dont nous acceptons ou pas, nous Français, certains comportements de la part de nos responsables et de nos élus. Qu'on le veuille ou non, ce scandale a renvoyé à une bien singulière image de la France, accusée tout à la fois de couvrir les puissants dans un réflexe de caste et d'être indifférente, voire méprisante envers la cause des femmes en confondant allégrement séduction et harcèlement. Le fait que de tels amalgames aient pu être portés dans la sphère publique par les responsables politiques ou des « intellectuels » de haut rang les rend d'autant plus condamnables.

A ces questions, à ce malaise, nous ne pouvons plus nous contenter d'opposer le silence, le déni, voire les ricanements complices, lourds de sous-entendus.

Parce que l'on a changé d'époque, parce que l'information est aujourd'hui mondialisée, parce que ces débats sont récurrents dans la vie politique de nos pays, nous ne pouvons plus nous contenter d'attendre la prochaine affaire ou le prochain scandale. La plainte d'une femme de ménage immigrée contre un homme plus puissant que de nombreux chefs d'Etat a sans doute contribué à libérer la parole d'autres victimes, et si nous ne pouvons que nous en réjouir, nous devons prendre des mesures pour éviter que de telles affaires ne puissent perdurer, jetant le discrédit sur l'ensemble de la classe politique française.

Nous ne pouvons plus laisser la presse se débattre seule sur ces questions. Le débat, on le voit, fait rage dans les rédactions, mais si l'on ne change rien, il continuera à tourner à vide, à alimenter une indignation stérile et à éroder encore une confiance des citoyens envers leur représentant, aggravant l'abstention et les votes protestataires.

C'est bien aux responsables politiques de dire quel est le cadre, de définir les règles. Or ce cadre est flou, voire inexistant. Les démissions et les procès ne régleront en rien le problème tant que des mesures n'auront pas été prises pour prévenir et, le cas échéant, réprimer, de telles dérives.

Dans d'autres domaines, comme celui de la corruption, nous nous acheminons enfin vers une définition plus claire des conflits d'intérêt. Nous devons en faire de même pour toutes ces thématiques latentes mais jusque-là étouffées par un déni ou un excès de conformisme ou de complaisance facile.

Certes vie publique et vie privée ne devraient pas se mélanger. Mais les élus en particulier, parce qu'ils sont le prisme par lequel on juge une nation (« on a les élus que l'on mérite » dit un adage) ont un devoir de bonne conduite, de transparence et d'éthique. Il est plus que temps de réfléchir, ensemble, à une charte de déontologie sur ces questions. Nous refusons les règles anglo-saxonnes, jugées trop puritaines, trop excessives? Qu'attendons-nous pour définir enfin les nôtres ? Sinon, les accusations de condescendance, voire d'indifférence envers le sort des femmes, ou celui des plus faibles, continueront.

Parce que c'est à travers nos élites politiques que se façonnent l'image et la crédibilité internationales de la France, parce que les dérives alimentent le populisme, parce que seule une conduite vertueuse tant sur le plan personnel que professionnel peut permettre d'adopter des décisions politiques justes, nous devons redonner de la valeur à l'éthique en politique.

Ces derniers mois, plusieurs enquêtes internationales ont montré que la France était l'une des championnes du monde du pessimisme. Les jeunes européens sont particulièrement touchés par cette désillusion. En Grèce, en Espagne et ailleurs, les revendications ne sont pas uniquement économiques. Une véritable soif de sens et de morale s'exprime. Pour que les citoyens retrouvent le chemin des urnes et l'intérêt de la chose publique, il faut que la classe politique se montre digne de confiance.

L'élaboration d'un code de déontologie allant au-delà des dimensions économiques des conflits d'intérêts est indispensable pour qu'un tel appel ne reste pas un vœu pieux.

Joëlle Garriaud-Maylam

Sénateur des Français établis hors de France

Secrétaire de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre hommes et femmes du Sénat